

Marche de Pâques pour la paix 2025:
contre le réarmement nucléaire et militaire.
Pour une véritable sécurité!

www.ostermarsch.ch/fr/

Nous vivons un revers en matière de politique de paix - en Suisse et dans le monde. La Suisse se vante de ses valeurs humanitaires, mais sape cette réputation en politique intérieure et extérieure. Bien que les puissances nucléaires augmentent leur arsenal nucléaire, la Suisse n'a toujours pas adhéré au traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) de l'ONU. Les armes nucléaires sont les armes les plus destructrices et leur menace n'a jamais été aussi élevées depuis bien longtemps. Seule une interdiction peut endiguer ce danger. Il est incompréhensible que le Conseil fédéral refuse encore et toujours d'adhérer au traité de désarmement le plus important de notre époque.

Dans le même temps, le gouvernement investit des milliards supplémentaires dans une armée qui n'a pas de réponse crédible aux menaces réelles. Il manque une analyse sereine des menaces auxquelles nous faisons face. Une Suisse qui s'engage réellement en faveur de l'humanitarisme et d'une paix globale, de la coopération internationale et du renforcement des organisations multilatérales ferait bien de s'opposer résolument à la tendance à l'armement.

Que penserait-on d'exporter la paix plutôt que des armes à feu, de promouvoir des crèches plutôt que des canons ou de dire non à l'utilisation militaire et civile de l'énergie nucléaire! Ainsi, la sécurité sociale, écologique et territoriale de la Suisse serait renforcée.

Envoyons ensemble le signal d'une Suisse qui s'engage pour une paix globale et qui pose les jalons d'un monde plus sûr et sans armes nucléaires!

- l'adhésion de la Suisse au traité international sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)
- le renforcement de l'ONU et du droit international
- le renoncement à l'assouplissement de la législation sur le matériel de guerre
- l'arrêt du réarmement de l'armée suisse, qui se chiffre en milliards et n'est pas planifié
- pas de réduction des fonds de la coopération internationale
- une politique de sécurité basée sur une analyse objective et sobre de la menace
- l'arrêt de l'affaiblissement continu du service civil
- la fin de la violence sexiste – en bref ; une politique de sécurité féministe
- la fin des politiques d'asile racistes et de la militarisation des frontières
- une paix juste dans les guerres du monde entier, en particulier au Proche-Orient, en Ukraine, au Soudan et dans d'autres régions en conflit.